



16, 17 et 18 novembre 2015 à PARIS (MINES ParisTech)

**MASTERE SPECIALISE EXECUTIVE
MANAGEMENT GLOBAL DE LA RESPONSABILITE SOCIETALE
DES ENTREPRISES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**PRÉSENTATION DES THÈSES PROFESSIONNELLES
2014-2015**



En partenariat avec



Le « Mastère Spécialisé Exécutive en Management Global de la Responsabilité Sociétale des Entreprises et du Développement Durable » est une formation de haut niveau diplômant destinée à des cadres en activité et organisée conjointement par MINES ParisTech – Institut Supérieur d'Ingénierie et Gestion de l'Environnement (ISIGE) et CEGOS.

Lors de la formation, les professionnels acquièrent des connaissances et méthodes permettant de mieux intégrer les aspects QSE, RSE et plus globalement une démarche de Développement Durable, dans leurs activités professionnelles. En plus de la partie théorique, la formation comprend une partie pratique pour développer, généralement au sein de leur propre entreprise, une réflexion approfondie sur ces thématiques et leur mise en place effective et opérationnelle. L'élaboration d'une thèse professionnelle, qui s'appuie fortement sur cette expérience pratique, permet un retour d'expérience, qui intéresse au-delà de l'entreprise en question, la communauté des acteurs dans le domaine de QSE, RSE et Développement Durable.

Cette réflexion est développée dans un support écrit, la thèse professionnelle, et présentée lors d'une soutenance orale. Ces soutenances orales publiques ont lieu les 16, 17 et 18 novembre à Paris (Ecole des Mines de Paris - 60, boulevard Saint Michel – PARIS 6^{ème})

Le présent document résume les thèses professionnelles de la promotion 2014-2015 de ce Mastère Spécialisé. Après les soutenances et la validation par l'équipe pédagogique, ces documents seront disponibles sur demande auprès de l'ISIGE-Mines Paristech.

MINES ParisTech

ISIGE - 35, rue Saint Honoré - 77305 Fontainebleau Cedex

Tél : 01.64.69.48.78 - Fax : 01.64.69.48.16

<http://www.isige.mines-paristech.fr>

Elisabeth AUBERT - De la performance énergétique au bâtiment durable, ou comment transformer le modèle de GrDF pour ancrer son accompagnement de la filière bâtiment dans la transition énergétique et écologique. **GrDF – groupe ENGIE**

Nicolas BERNIER – Comprendre les enjeux du marché indonésien de l’environnement pour une stratégie d’implantation durable. **Archétype Environnement**

Sandrine BONFILLON - Sur quelles bases le Groupement des Mousquetaires peut-il s’appuyer pour construire sa future stratégie de gestion déchets ? **Groupement des Mousquetaires**

Sebastien CALARD – La mise en place d’un système de management intégré QSSE basé sur les risques dans une perspective de création de valeur pour l’entreprise ? **Gutenberg Networks**

Sophie GAUTHIER – Comment co-construire une stratégie pour agir en faveur de la biodiversité en respectant les impératifs économiques qui régissent un territoire. **Réserve de biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais**

Candice LELOUP - Gestion des déchets et économie circulaire, vers une stratégie pour le groupe Bouygues Construction - Comment concilier enjeux environnementaux et rentabilité de l'entreprise ? **Bouygues Construction**

Audrey LUSSEAU – Comment l’intégration de la RSE dans la Stratégie de l’entreprise peut-elle permettre au transport public de relever les défis de demain ? **SEMITAN**

Guillaume MANTAT – La création d’une culture de santé –sécurité au sein d’un centre hospitalier : le cas de Sainte Anne. **Centre Hospitalier Sainte Anne**

Sévérine MAREELS – Achats responsables : passer des intentions aux actes. **Groupe Auchan**

Claudia PIERROT - La mise en place d’un processus systématique d’identification et de gestion des risques liés aux droits de l’homme dans la chaîne d’approvisionnement. **TECHNIP**

Cyril ROYER - Immobilier public : entretenir le parc et économiser l’énergie dans un contexte budgétaire contraint, le cas du ministère de la justice. **APIJ-Min de la Justice**

Jerôme TRIQUET - Une démarche qualité à la Direction des Territoires de l’Ain comme appui aux porteurs de projet SCoT. **DDT de l’Ain.**

PRESENTATION des RESUMES

Thèses professionnelles 2014-2015

De la performance énergétique au bâtiment durable

Ou comment transformer le modèle de GrDF pour ancrer son accompagnement de la filière bâtiment dans la transition énergétique et écologique



Elisabeth AUBERT
35 ans

*Ingénieur génie
chimique et procédés
ENSIC et Chimie
Paristech*

Chef de produits
GrDF, Groupe ENGIE

GrDF, principal gestionnaire du réseau de distribution de gaz naturel en France, accompagne et conseille, dans le cadre de sa mission de service public, la filière bâtiment. Cet accompagnement est aujourd'hui centré sur des enjeux liés à la performance des systèmes énergétiques, cœur de métier de l'entreprise et de la réglementation thermique des bâtiments. Pourtant, dans le secteur de la construction neuve, les préoccupations des pouvoirs publics axées jusqu'alors principalement vers la performance énergétique tendent vers leurs limites. Les lois récentes orientent à présent la filière vers une prise en compte plus globale du bâtiment, incluant notamment des aspects environnementaux (GES, eau, déchets...). Ainsi, pour GrDF, conserver un rôle d'acteur majeur de la filière passe naturellement par un approfondissement de ses compétences dans ces domaines. Il s'agit alors d'appréhender le passage d'une logique de bâtiment énergétiquement performant à celle de bâtiment durable et d'en révéler la valeur.

L'étude a donc pour objectif de proposer une vision « bâtiment durable » pour GrDF, grâce notamment à des entretiens avec les parties prenantes de la filière. Cette nouvelle vision plus globale et systémique permettra à GrDF d'élargir son accompagnement aux grands sujets de demain. Parmi ces sujets, l'Analyse de Cycle de Vie (ACV) des bâtiments a été identifiée comme compétence prioritaire et stratégique pour GrDF, compte tenu de l'actualité réglementaire. Les travaux engagés sur l'ACV alimentent la stratégie de GrDF dans le cadre de la concertation menée par les pouvoirs publics sur les futures réglementations. Ils ont également permis d'identifier les pistes d'un nouvel accompagnement de la filière par GrDF pour la mise en œuvre opérationnelle des ACV.

◆ GrDF - Groupe ENGIE ◆

Comprendre les enjeux du marché indonésien de l'environnement pour une stratégie d'implantation durable.



Nicolas BERNIER
49 ans

*Ingénieur informatique
ENSEEIH-Toulouse*

*Ingénieur Aéronautique –
Ecole de l'Air*

Ancien conseiller
zone Asie Orientale
Relations Internationales
du
Ministère de la Défense

Archetype Environment, partenariat de trois bureaux d'études, est présent au Vietnam et dans certains pays de la péninsule. Il souhaite aujourd'hui étendre son activité vers de nouveaux marchés et de nouveaux pays d'Asie du sud-est, en premier lieu l'Indonésie.

Archipel de 250 millions d'habitants, membre du G20 et appelé à devenir une des grandes puissances mondiales, l'Indonésie ne fait pourtant pas l'objet de beaucoup de projets d'implantation par des entreprises françaises. Pourquoi ? En se basant sur un travail de recherche documentaire et sur des rencontres avec les parties prenantes, plus particulièrement dans les domaines d'expertise du bureau d'études, que sont l'eau, l'assainissement et les déchets, cette étude présente la complexe machine politico-administrative indonésienne, met en évidence les enjeux environnementaux du pays et mesure son degré de maturité par rapport à ces questions.

Puis, tirant les leçons des initiatives menées pendant la mission professionnelle et des premiers retours d'expériences, l'étude suggère, sous la forme d'une ébauche de démarche stratégique, des pistes pour s'attaquer au marché indonésien, se frayer un chemin parmi la concurrence et permettre une implantation durable d'Archetype Environment, dans le respect de son modèle économique.

◆ Archetype Environnement ◆

Sur quelles bases le Groupement des Mousquetaires peut-il s'appuyer pour construire sa future stratégie de gestion de déchets ?



Sandrine BONFILLON

44 ans

*DEA Biophysique
Moléculaire
Université Denis Diderot
Paris*

**Consultant Pilotage Proje
JONAS Conseil**

Le Groupement des Mousquetaires est un groupement d'indépendants de la grande distribution. Ses six enseignes opèrent dans l'alimentaire, le bricolage, l'entretien automobile et la restauration. Pour appuyer sa volonté d'indépendance et de maîtrise de l'ensemble de la chaîne – de la production à la distribution - il s'est doté d'usines de production, d'une flotte de navires de pêche, d'un pôle immobilier, d'une filière logistique et d'un prestataire informatique dédié.

La démarche Développement Durable du groupement l'a déjà conduit à organiser la collecte des emballages cartons et plastiques des points de vente, selon le principe de la logistique reverse. Le contexte d'évolution réglementaire sur les déchets, de concurrence économique, ainsi que l'engagement à réduire son empreinte environnementale conduit la Direction Qualité et Développement Durable à lancer une réflexion sur la gestion de l'ensemble de ses déchets.

L'étude porte sur l'identification des attentes des acteurs, sur les initiatives engagées, les freins rencontrés, les exigences réglementaires mais aussi sur une meilleure connaissance du gisement des matières. Elle permet de dessiner une stratégie à cinq ans de gestion des déchets qui alliera performance économique et performances environnementale et sociale.

◆ **Groupement des Mousquetaires** ◆

La mise en place d'un système de management intégré QSSE basé sur les risques dans une perspective de création de valeur pour l'entreprise.



Sebastien CALARD

36 ans

*BTS Productique
Graphique
Gobelins, Paris*

**Directeur QSE
GUTENBERG NETWORKS**

Dans un environnement de l'entreprise incertain, de concurrence toujours plus forte et où la législation s'accroît avec le devoir de vigilance, la maîtrise des risques semble inéluctable dans les entreprises quelque soit son secteur d'activité. Il faut d'une part pouvoir se prémunir des aléas qui choquent, bouleversent et déstabilisent une organisation, soutenus par des moyens de communication instantanés, et d'autre part, rassurer des consommateurs en défiance, en attente de preuve et de durabilité des produits et des organisations.

Pour répondre à ces défis, et dans le cadre particulier du secteur de la publicité, la mise en place d'un système de management intégré QSSE basé sur les risques, vise non pas une certification ISO mais à instaurer au quotidien une organisation performante; agile, source de réelle création de valeur pour l'entreprise.

Cela va impliquer d'identifier, de hiérarchiser les risques puis de mettre en œuvre des moyens adaptés de prévention. Réussir ce challenge impose un travail collaboratif et créatif et le déploiement d'une véritable culture de l'amélioration à l'image des entreprises japonaises. Enfin, par son approche RSE, nous verrons pourquoi et comment un système de management intégré devrait être la base de toute entreprise souhaitant s'inscrire dans une démarche de développement durable.

◆ **Gutenberg Networks** ◆

Comment co-construire une stratégie pour agir en faveur de la biodiversité en respectant les impératifs économiques qui régissent un territoire



Sophie GAUTHIER
47 ans

*Diplôme d'Études
Supérieures Gestion des
Institutions Culturelle
Paris 9*

**Resp de projets culturels
et artistiques et de
territoire - ACTART**

Créées dans le cadre du Programme de l'UNESCO « Man and Biosphere » lancé en 1971, les réserves de biosphère ont pour objectif de promouvoir une relation équilibrée entre l'homme et la biosphère. Seule Réserve de biosphère en Ile-de-France, la Réserve de biosphère de Fontainebleau – Gâtinais se caractérise à la fois par une biodiversité exceptionnelle et des pressions anthropiques fortes. Ce territoire, dont les paysages ont été constamment façonnés par les activités est un bassin de vie attractif mais aussi un bassin d'emploi fragilisé dans le contexte économique actuel, ce qui rend sensible tout projet d'implantation d'entreprise et de zone d'activités ou commerciales.

Comment infléchir l'aménagement de ce territoire dans un sens plus durable qui combinerait ces enjeux cruciaux de préservation de la biodiversité et de développement urbain ? Comment encourager, soutenir et accompagner les pratiques durables des entreprises implantées ? La Réserve s'interroge sur les actions à mener à l'échelle de son territoire, de manière concertée aux côtés des acteurs du développement économique et de l'environnement.

L'enjeu de cette thèse est dans un premier temps, de positionner la Réserve de biosphère dans son rôle d'instance privilégiée de ce dialogue territorial, à partir d'une enquête menée auprès des parties prenantes concernées afin d'élaborer avec elles, la cartographie des champs d'intervention de chacune. Une fois identifiés les modes de fonctionnement et les motivations des acteurs (entreprises, aménageurs...), il s'agira dans un second temps de co-construire l'éventail des actions possibles qui pourront aider les collectivités et les entreprises à agir en faveur de la biodiversité en accord avec les stratégies de gouvernance et impératifs économiques qui les régissent.

◆ **Reserve de Biosphere Fontainebleau et Gâtinais** ◆

Gestion des déchets et économie circulaire, vers une stratégie pour le groupe Bouygues Construction.

Comment concilier enjeux environnementaux et rentabilité de l'entreprise ?



Candice LELOUP
43 ans

*Ingénieur Agronome
Aménagement du
Territoire, Belgique*

**Chargée de mission
économie circulaire
Bouygues Construction**

La loi de transition énergétique pour une croissance verte votée le 22 juillet 2015 impose au secteur du BTP une diminution de 50 % de Déchets Non Dangereux en installation de stockage et une valorisation à minima de 70 % des Déchets Inertes d'ici à 2020.

Il semblait donc important pour le groupe Bouygues Construction, d'effectuer un diagnostic et une comparaison de ses procédures de gestion des déchets avec les bonnes pratiques du secteur, avant de proposer une stratégie "économie circulaire" pour le groupe.

Mais dans un contexte économique difficile et un secteur en crise, l'enjeu est-il uniquement réglementaire ? Outre l'analyse des grands enjeux et une étude comparative du secteur, l'étude s'attèle à identifier les leviers par lesquels l'économie circulaire peut contribuer à améliorer la rentabilité de l'entreprise dans un secteur très concurrentiel. Pour cela elle propose une méthode basée sur l'analyse des flux matières afin de prioriser les solutions les plus efficaces et convaincre la Direction d'engager l'entreprise vers un projet stratégique plus vaste que le tri des déchets.

Pour que développement durable rime avec entreprise rentable !

◆ **Bouygues Construction** ◆

Comment l'intégration de la RSE dans la Stratégie de l'Entreprise peut-elle permettre au Transport Public de relever les défis de demain ?



Audrey LUSSEAU
35 ans

*DESTU de Management et
Methodes de la Qualité,
Angers*

**Animatrice Qualité
SEMITSAN**

Le contexte dans lequel évolue la Semitan, *Société d'économie mixte exploitante du réseau de transport en commun de l'agglomération nantaise*, rencontre de profonds changements. Le transport public a un rôle stratégique en matière de lutte contre le changement climatique et de développement des territoires. Aussi, en tant qu'acteur de la mobilité durable, la Semitan doit contribuer à relever ces nouveaux défis économiques, environnementaux et sociétaux. Et ceci malgré une conjoncture économique difficile qui limite les projets de développement.

A l'aube du renouvellement du contrat de Délégation de Service Public, la Semitan cherche à établir une stratégie gagnante pour relever les défis de demain. Emerge alors l'idée que la « RSE » pourrait être le vecteur capable de donner du sens aux nouvelles perspectives.

Une stratégie d'entreprise basée sur les principes de la RSE peut-elle mobiliser le personnel ? Notre donneur d'ordre, et plus largement nos parties intéressées externes sont-ils sensibles à ces questions ? Est-ce un projet compatible avec les contraintes économiques rencontrées ? Comment s'y prendre ? Pour apporter des réponses à ces questions, nous avons procédé à l'écoute des parties intéressées au travers d'interviews et benchmark. Les éléments compilés ont également permis d'évaluer objectivement l'entreprise en matière de RSE et d'établir des préconisations pour un projet réussi.

◆ SEMITSAN ◆

Comment créer une culture santé-sécurité au sein d'un centre hospitalier ? Le cas du centre hospitalier Sainte Anne



Guillaume MANTAT
36 ans

Maitrise ES/STAPS

**Ingénieur Chargé des
Sécurités
Centre Hospitalier Sainte
Anne**

Le Centre Hospitalier Sainte-Anne (C.H.S.A.) est un établissement de santé d'état de 3.200 personnes, dont l'activité principale est la médecine psychiatrique, la neurochirurgie, et l'imagerie médicale. Deux laboratoires ont été créés au sein du C.H.S.A. (i) en vue d'assister et d'aider les médecins durant leurs actes chirurgicaux et (ii) dans le cadre du suivi des traitements thérapeutiques des patients. Si l'aspect santé-sécurité a été développé dans le cadre de la prise en charge des patients et des soins, rien n'a encore été réalisé concernant la santé-sécurité du personnel.

Devant une réglementation de plus en plus drastique entre l'ISO 15189 et la H.A.S., les deux responsables des laboratoires se préoccupent de la santé-sécurité de leurs personnels qui sont au quotidien exposés soit à des produits chimiques dangereux soit à des prélèvements ayant un caractère infectieux. L'objet de ce mémoire est d'inculquer une culture "santé-sécurité" à ces personnels qui, au fil du temps, ont tendance à minimiser les notions de risque et de danger.

Nous allons donc tenter de vous exposer comment nous avons entrepris la conduite du changement en vue d'atteindre notre objectif.

◆ Centre Hospitalier Saint Anne ◆

Achats responsables : passer des intentions aux actes !



Séverine MAREELS
35 ans

*Diplôme d'Étude
Supérieures Commerce
International,
Univ Cath Lille*

**Chef de groupe Qualité et
RSE
AUCHAN**

Les entreprises de la Grande Distribution ont de nombreux défis à relever en termes de développement durable. Un des enjeux émergents réside dans la maîtrise de leur chaîne d'approvisionnement.

Afin de maintenir un positionnement de discounter, le sourcing des produits non-alimentaires s'effectue dans des pays éloignés. La sphère d'influence et donc la responsabilité de ces entreprises se sont de ce fait étendues à l'échelle internationale. Cette extension du rayon d'action engendre de nouveaux risques qu'il est important de mesurer afin d'en réduire l'impact. Cette conduite responsable est d'autant plus attendue que la pression réglementaire, les attentes des financeurs et celle de la société civile augmentent. Le groupe Auchan a donc intégré ce sujet dans ses axes stratégiques

Pour définir la base de la stratégie d'achat responsable, l'étude se concentre dans un premier temps sur le secteur du textile. Elle propose une analyse des attentes des parties prenantes, une évaluation des risques et le positionnement du groupe et de ses concurrents. Fort de cette analyse et une mesure des écarts actuels, le travail propose des axes de progrès et une formalisation des engagements à venir afin d'agir comme un discounter responsable.

◆ **Groupe Auchan France** ◆

La mise en place d'un processus systématique d'identification et de gestion des risques liés aux droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement.



Claudia PIERROT
42 ans

*Master en droit anglo-
saxon LLM, Univ McGill,
Canada*

**Responsable juridique
EASYNET**

La question des Droits de l'homme un sujet d'actualité sensible pour les entreprises. Les entreprises doivent non seulement s'assurer que les droits de l'homme sont respectés dans leurs propres structures, mais également dans leur sphère d'influence, notamment dans leur chaîne de sous-traitance, sous peine de s'exposer à un risque judiciaire, financier et d'atteinte à la réputation. Plusieurs textes internationaux encouragent les entreprises à agir en ce sens. En France, un projet de loi relatif au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre quant au respect des droits humains par leurs filiales et leurs sous-traitants est en cours de discussion à l'Assemblée.

La gestion des risques liés au respect des droits de l'homme dans la chaîne de sous-traitance est une question importante et complexe. Elle est importante du fait de la nature des activités de Technip et des risques potentiels d'atteinte aux droits de l'homme sur des chantiers faisant intervenir de nombreux fournisseurs et sous-traitants dans le monde entier. Elle est complexe du fait du nombre élevé de sous-traitants et de fournisseurs de Technip.

L'étude a pour but de présenter la mise en place des premiers jalons d'un processus systématique d'identification et de gestion des risques liés aux droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement de Technip.

◆ **Technip** ◆

Immobilier public : entretenir le parc et économiser l'énergie dans un contexte budgétaire contraint, le cas du ministère de la justice.



Cyril ROYER
36 ans

Master Sociologie
IEP Paris

Chef de projets
Agence Publique pour

Les engagements pris par la France dans le cadre du Grenelle de l'environnement et de la loi sur la transition énergétique sont particulièrement ambitieux en matière d'immobilier public. L'Etat, qui se veut exemplaire, s'est fixé comme objectifs de réduire d'ici à 2020 de 40 % les consommations d'énergie de son parc et de 50% les émissions de gaz à effet de serre. Parallèlement, sa politique immobilière promeut une professionnalisation de la fonction immobilière et une amélioration de la gestion courante à des fins préventives. Toutefois la définition d'objectifs nationaux et globaux ne donne pas aux acteurs de terrain les méthodes ou solutions pour atteindre les résultats souhaités, surtout en période budgétaire contrainte et même si dès à présent des initiatives sont prises localement.

Le travail porte sur le parc des palais de justice, parc dont l'état est hétérogène, fortement consommateur de fluides, où le recours aux contrats de maintenance multitechnique s'est largement répandu et qui s'inscrit dans les objectifs poursuivis par les pouvoirs publics. Il propose l'examen de la pratique actuelle dans le ressort deux cours d'appel pour identifier ses points forts et faibles et définir les dispositifs organisationnels qui permettraient d'atteindre les objectifs ; il propose également des méthodes de réponses aux problèmes techniques qu'affronte toute opération de diminution de consommation d'énergie. L'enjeu est également financier puisqu'il s'agit de voir comment, à enveloppe constante, redéployer des crédits.

◆ Ministère de la Justice ◆

Une démarche qualité à la direction des Territoires de l'Ain comme appui pour les porteurs de projet SCoT



Jérôme TRIQUET
48 ans

DESS Droit Immobilier
Urbanisme et
Environnement, Lyon 3

groupe
LA POSTE

Existe-t-il un meilleur sujet que celui de notre cadre de vie pour parler de qualité ? Tous, urbains comme ruraux, sont préoccupés par ce qui fait notre quotidien à savoir notre logement, nos déplacements, la proximité des services, les espaces publics, aujourd'hui et dans le futur dans une perspective de croissance de la population. Cette vision prospective de l'aménagement du territoire est transcrite, à l'échelle des intercommunalités, dans un document intégrateur des politiques publiques de l'urbanisme, du transport, de l'environnement et de l'agriculture : le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

La Direction Départementale des Territoires, représentation de l'Etat en département, trouve en cet outil un levier majeur d'efficacité de sa mission première, la « territorialisation » de ces politiques, d'autant que les lois Grenelle sont venues étendre le champ thématique de la planification stratégique au développement durable.

Toutefois, les transferts successifs de compétences issus des lois de décentralisation, incitent cette jeune institution à réinventer les modalités d'accompagnement des collectivités locales porteuses de projets de SCoT.

Dans l'Ain, l'exercice est rendu plus prégnant en raison du fort essor démographique. La DDT, consciente des enjeux, a choisi de modifier ses modes de fonctionnement par la mise en place d'un management transversal, en réseau pour assurer une élaboration collaborative et efficiente des SCoT. L'étude propose, dans la continuité de ce changement, une doctrine de promotion des « SCoT de qualité » et invite ses dirigeants à s'engager dans la voie exigeante mais durable de la démarche qualité pour piloter leur nouvelle activité de conseil.

◆ DDT l'Ain ◆

NOM	SUJET	soutenance date	heure
ROYER	Immobilier public : entretenir le parc et économiser l'énergie dans un contexte budgétaire contraint, le cas du ministère de la justice	lundi 16 novembre 2015	09h00 - 10h30
MAREELS	Achats responsables : passer des intentions aux actes	lundi 16 novembre 2015	10h30 - 12h00
LELOUP	Gestion des déchets et économie circulaire, vers une stratégie pour le groupe Bouygues Construction – comment concilier enjeux environnementaux et rentabilité de l'entreprise.	lundi 16 novembre 2015	13h30-15h00
TRIQUET	Une démarche de qualité à la Direction des Territoires de l'Ain comme appui aux porteurs de projet SCoT	lundi 16 novembre 2015	15h00-16h30
BONFILLON	Sur quelles bases le Groupement des Mousquetaires peut-il s'appuyer pour construire sa future stratégie de gestion de déchets	mardi 17 novembre 2015	09h00 - 10h30
PIERROT	La mise en place d'un processus systématique d'identification et de gestion des risques liés aux droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement.	mardi 17 novembre 2015	10h30 - 12h00
BERNIER	Comprendre les enjeux du marché indonésien de l'environnement pour une stratégie d'implantation durable)	mardi 17 novembre 2015	13h30-15h00
MANTAT	Création d'une culture santé-sécurité au sein d'un centre hospitalier : le cas de Saint Anne	mardi 17 novembre 2015	15h00-16h30
GAUTHIER	Comment co-construire une stratégie pour agir en faveur de la biodiversité en respectant les impératifs économiques qui régissent un territoire ?	mardi 17 novembre 2015	16h30-18h00
AUBERT	De la performance énergétique au bâtiment durable ou comment transformer le modèle de GrDF pour ancrer son accompagnement de la filière bâtiment dans la transition énergétique et écologique.	mercredi 18 novembre 2015	09h00-10h15
CALARD	La mise en place d'un système de management intégré QSSE basé sur le management des risques dans une perspective de création de valeur pour l'entreprise.	mercredi 18 novembre 2015	10h15-11h30
LUSSEAU	Comment l'intégration de la RSE dans la stratégie de l'entreprise peut-elle permettre au transport public de relever les défis de demain ?	mercredi 18 novembre 2015	11h30 - 12h45

Ce document présente les thèses professionnelles défendues à l'Ecole des Mines de Paris pour l'obtention du diplôme de Mastère Spécialisé en management global RSE-DD pour l'année scolaire 2014-2015 (de la septième promotion). - VERSION DU septembre 2015

ISIGE-MINES PARISTECH 35 rue Saint Honoré 77300 FONTAINEBLEAU – www.isige-mines-paristech.fr – 01 64 69 48 78